



**Discours de Monsieur Christian NTSAY, Premier Ministre, Chef du Gouvernement
79^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, New York, USA**

**Excellence Monsieur le Président,
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Honorables Délégués,
Mesdames et Messieurs,**

Animé d'un profond sentiment d'honneur et de responsabilités, je m'adresse à vous aujourd'hui, fort du mandat que m'a confié Son Excellence Monsieur Andry RAJOELINA, Président de la République de Madagascar, et au nom du Peuple Malagasy.

Je voudrais saluer l'élection de Son Excellence Monsieur Philémon Yang à la présidence de cette 79^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Votre parcours exemplaire et votre profonde connaissance des enjeux internationaux sont des atouts inestimables pour guider nos travaux. Soyez assuré, Excellence, du soutien de Madagascar dans l'accomplissement de votre noble mission, Madagascar en tant que Vice-Président nouvellement élu de cette Assemblée Générale pour ce mandat 2024-2025.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Le thème retenu pour cette session « Ne laisser personne de côté : agir ensemble pour la paix, le développement durable et la dignité humaine des générations présentes et futures », résonne avec une acuité particulière en ces temps d'incertitudes graves dans et pour le monde.

Aujourd'hui, combien cela nous rappelle-t-il avec force l'interconnexion des différents défis mondiaux et la nécessité d'une réponse collective, solidaire et résolue. En effet, la paix, socle fragile d'un monde en proie aux divisions, est aujourd'hui mise à mal par une multiplicité de crises aux ramifications géo-stratégiquement dangereuses et profondes. Loin d'être un conflit régionalisé, la guerre en Ukraine ébranle l'ordre international, exacerbe les tensions géopolitiques, aggrave l'insécurité alimentaire et énergétique, et met en péril la paix et la sécurité mondiale.

Le terrorisme et la criminalité transnationale continuent de semer la terreur et la désolation, touchant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. La prolifération des armes et de la drogue, notamment dans les zones de conflit, nourrit un cycle infernal de violence et d'instabilité, entravant ainsi les efforts de développement sur le long terme et hypothéquant l'avenir de générations entières.

L'urgence climatique est devenue une réalité tangible et dévastatrice. La multiplication des événements climatiques extrêmes, la dégradation des écosystèmes et la perte de biodiversité sont autant de signaux d'alarme qui doivent nous pousser à agir avec détermination et célérité.

Les inégalités croissantes, à l'échelle internationale, constituent un terreau fertile aux tensions sociales, aux conflits et à l'instabilité. La pandémie de Covid-19, loin d'avoir été un « grand niveleur », a exacerbé les fractures existantes, mettant en lumière la vulnérabilité des systèmes de santé et de protection sociale de nombreux pays, et creusant davantage le fossé entre les pays riches et les pays en développement.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Face à ces menaces, nous ne pouvons céder ni à la peur ni à la fatalité. Le multilatéralisme, incarné par les Nations Unies, demeure notre meilleure arme et notre instrument collectif pour construire un monde plus sûr et plus pacifique. Cependant et malheureusement, force est de constater que le système multilatéral actuel, datant de l'après-guerre, peine à répondre efficacement aux défis d'un monde en mutation rapide et profonde. Une réforme courageuse et ambitieuse des Nations Unies, notamment du Conseil de Sécurité, s'avère plus que jamais indispensable. L'Afrique, continent en plein essor démographique et économique, ne saurait rester à la périphérie des centres de décision mondiaux.

La mise en œuvre effective de l'Accord de Paris et le renforcement des engagements pris en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont des impératifs catégoriques pour préserver l'avenir de notre planète et garantir le bien-être des générations futures. A cet effet, le Président de la République de Madagascar, Monsieur Andry RAJOELINA a rappelé lors de son intervention à Glasgow au COP 26 en septembre 2022 la nécessité d'accélérer la mobilisation de 100 milliards de USD de l'Accord de Paris pour financer une politique de transition énergétique en Afrique. La lutte contre le changement climatique ne saurait être donc dissociée de la question du développement. Il est impératif d'accompagner les pays en développement dans leur transition vers une économie verte et résiliente, en leur fournissant les ressources financières et technologiques adéquates, et en reconnaissant leur droit au développement.

Il est impératif et urgent de promouvoir un modèle de développement du monde plus inclusif et plus équitable, qui ne laisse personne de côté. Au-delà des paroles, l'heure est à l'action. Il est temps de traduire nos engagements en actions concrètes, surtout pour l'Afrique, en investissant massivement dans l'éducation, la santé, l'eau potable, la protection sociale pour tous, l'infrastructure, l'innovation et la création d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes. Pour un multilatéralisme inclusif, il est temps de promouvoir un commerce international plus juste et plus équitable, de promouvoir et garantir l'accès équitable aux connaissances, aux technologies et aux systèmes de financements et d'investissements plus justes. Il en va ainsi de la justice sociale et de la paix durable dans le monde.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Madagascar, conscient de ces enjeux planétaires et de l'urgence d'y apporter des solutions concertées et pérennes, s'engage avec détermination aux côtés des Nations Unies et de ses Etats membres pour construire un monde plus juste, plus solidaire et plus durable.

Le « Fihavanana », art de vivre ensemble profondément ancré dans la culture Malagasy, guide notre action. Il traduit notre aspiration profonde à vivre en harmonie, dans le respect mutuel et la solidarité, en veillant à ne laisser personne au bord du chemin, à ne jamais oublier les plus vulnérables en œuvrant ainsi pour une société plus juste.

La Politique Générale de l'Etat de Madagascar, traduisant ainsi la vision de SEM. Andry RAJOELINA, Président de la République, place le Capital humain comme le premier pilier du développement. Durant les 5 dernières années, Madagascar a énormément investi dans l'éducation et l'enseignement, la santé et le planning familial, la sécurité, les programmes sociaux novateurs et inclusifs, la lutte contre la malnutrition, les infrastructures pour rattraper le retard de développement et briser ainsi le cercle vicieux de la pauvreté. Le pays continue à investir massivement dans ces domaines qui constituent le pilier de base de notre action en faveur du développement humain.

Fidèle à sa tradition de pays au peuple pacifique et tolérant, Madagascar a fait de la démocratie, du respect de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance des outils cruciaux pour garder la stabilité, renforcer la paix et la sécurité, et consolider son cheminement vers un développement durable. Bien entendu, cela justifie explicitement et amplement le classement du Global Peace Index qui place Madagascar en seconde position des pays les plus paisibles en Afrique subsaharienne en 2024.

Certes, les défis sont nombreux pour mon pays ; néanmoins, le leadership de SEM. Andry RAJOELINA, Président de la République se trouve à la hauteur des espoirs de mes concitoyens qui lui ont remis un nouveau mandat en 2024 pour les **transformations agricole et industrielle** de Madagascar afin de créer plus d'emplois et revenus décents pour les jeunes et les ruraux, de générer plus de valeurs ajoutées pour l'économie Malagasy, d'engendrer plus de paix et de développement durable pour le pays.

Aujourd'hui, Madagascar est le 3^{ème} pays producteur de riz en Afrique mais nous avons une ambition d'en **devenir le premier** avec la nouvelle orientation politique de développement rural du Gouvernement, en misant sur l'exploitation optimale de tous les bassins rizicoles du pays, en misant sur les nouvelles connaissances et technologies en matière d'utilisation d'intrants agricoles par tous les agriculteurs et d'amélioration des infrastructures d'irrigation afin de doubler voire tripler la productivité sur le court terme, en misant sur l'agrégation agricole pour mieux attirer des investissements privés dans la production intensive du riz et d'autres spéculations agricoles, comme la pomme de terre, les grains secs, etc.

Par rapport aux défis de développement, Madagascar compte renforcer ses efforts inlassables pour améliorer son réseau routier en bâtissant en particulier la **Route du Soleil** reliant toutes les régions de la face orientale de la Grande Ile. Cela engendrera davantage la croissance des investissements publics et privés, la fluidité du commerce, la promotion touristique des régions, la transformation accélérée des économies régionales, le renforcement de la paix et de la sécurité du pays.

Ces efforts, concernant le patrimoine routier, entrent dans l'action prioritaire du Gouvernement de bâtir de grands projets structurants pour mon pays. L'**énergie renouvelable** figure ainsi parmi les priorités auxquelles mon Gouvernement s'attache aujourd'hui pour réaliser son plan d'industrialisation et ses actions multiples visant à améliorer les conditions de vie de la population, notamment rurale, en réduisant ainsi de façon substantielle et pérenne le budget de l'Etat subventionnant le coût de production de l'électricité pour l'affectant judicieusement aux projets de développement. A cet effet, nous accélérons pour l'heure la mise en œuvre du Parc solaire pour 47 districts à travers le pays, le début de construction de plusieurs centrales hydro-électriques et de centrales solaires avec des investisseurs privés et des partenaires au développement, pouvant ainsi faire atteindre une production supplémentaire de près de 500 MW sur un horizon de 4 à 5 ans à venir.

L'objectif recherché est de parvenir à doubler à la fois les parts de secteurs agricole et industriel dans le PIB de Madagascar afin de générer une véritable croissance créatrice d'emplois et de revenus durables pour les jeunes et les ruraux, transformant ainsi l'économie et réduisant substantiellement la pauvreté pour un nouvel essor de développement pour la Grande Ile.

Conscient des menaces du changement climatique sur la paix, la sécurité et le développement, Madagascar, bien que faible émetteur de gaz à effet de serre, figure parmi les pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique, subissant de plein fouet les cyclones, la sécheresse, l'érosion côtière et la perte de biodiversité. Cela risque de réduire considérablement voire anéantir les progrès économiques et sociaux engendrés par les transformations agricole et industrielle impulsées à l'heure actuelle par le pays. Comme Madagascar est un des rares pays qui **sauvent la planète**, avec une empreinte carbone négative grâce à nos forêts, un des véritables poumons verts du continent africain, j'exhorte ainsi la communauté internationale à intensifier et à accélérer le financement de l'adaptation climatique pour tous les pays vulnérables, notamment les pays insulaires dont fait partie Madagascar. Madagascar est ainsi déterminé à préserver ce précieux patrimoine naturel pour les générations futures.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

En conclusion, Madagascar appelle plus que jamais pour un multilatéralisme renforcé et plus juste, un multilatéralisme fondé sur le dialogue, la coopération et la solidarité. Madagascar continuera d'œuvrer sans relâche, aux côtés des Nations Unies et de ses Etats membres, pour construire un monde de paix, de développement et de dignité pour tous.

Je vous remercie de votre attention.